

Flash Economie

24 août 2018 - 915

Les évolutions inexorables des économies créent le malaise social

On observe dans les économies de l'OCDE :

- la désindustrialisation, qui contribue à la bipolarisation du marché du travail ;
- l'intensification de la concurrence fiscale, salariale, avec pour objet de conserver une industrie de grande taille dans un contexte global de désindustrialisation ;
- l'impossibilité d'accroître les dépenses publiques avec la concurrence fiscale et la croissance potentielle faible ;
- l'exigence de rentabilité forte du capital qui s'ajoute à la concurrence salariale pour déprimer les salaires.

Il est clair que toutes ces évolutions contribuent à la montée du malaise social dans les pays de l'OCDE.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

patrick.artus@natixis.com

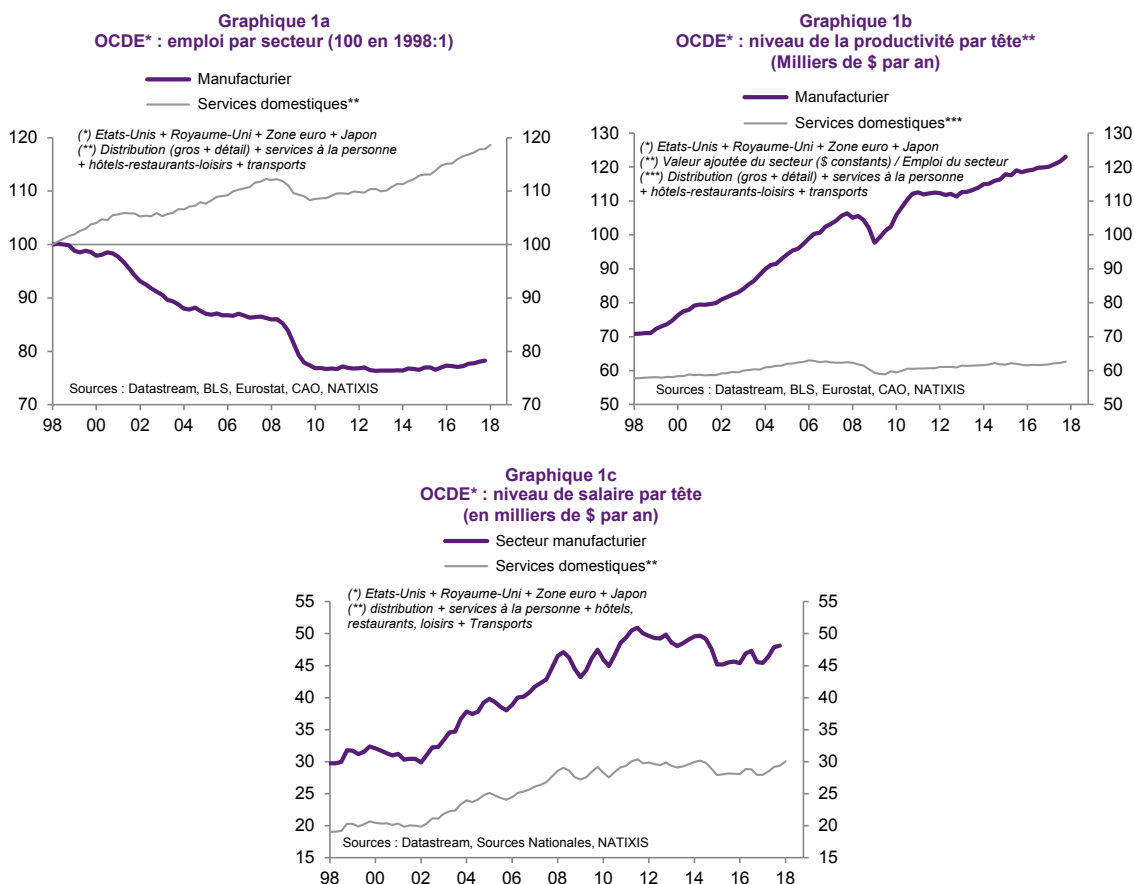
 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Désindustrialisation

Nous voyons **quatre évolutions majeures et inexorables dans les pays de l'OCDE** qui y contribuent à la montée du malaise social. La première est la désindustrialisation.

Le **graphique 1a** montre le recul de l'emploi manufacturier et son remplacement par l'emploi dans les services domestiques peu sophistiqués. Le **graphique 1b** montre les niveaux de productivité et le **graphique 1c** les niveaux de salaire par tête dans l'industrie manufacturière et dans les services domestiques.



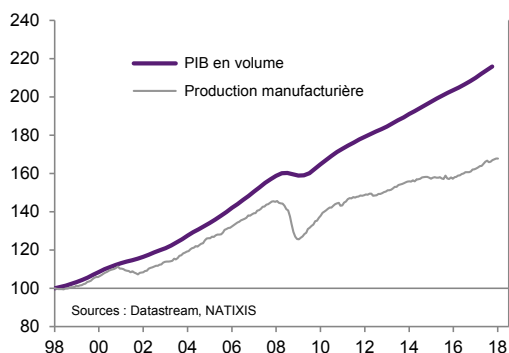
On voit que la **désindustrialisation contribue à la bipolarisation du marché du travail**, le report de l'emploi vers des emplois très qualifiés et de salaire élevé (Nouvelles Technologies, Finance) et vers des emplois peu qualifiés et de salaire faible dans les services domestiques.

Ces évolutions sont évidemment mal reçues par les opinions.

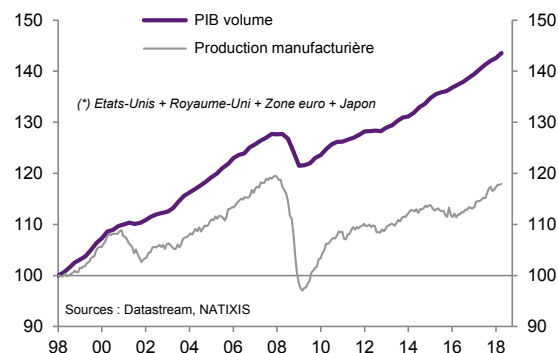
Intensification de la concurrence fiscale, salariale

L'affaiblissement de la demande globale pour les produits industriels (**graphiques 2a/b**) renforce la concurrence entre les pays de l'OCDE pour conserver une industrie de grande taille.

Graphique 2a
Monde : PIB volume et production manufacturière
(100 en 1998:1)



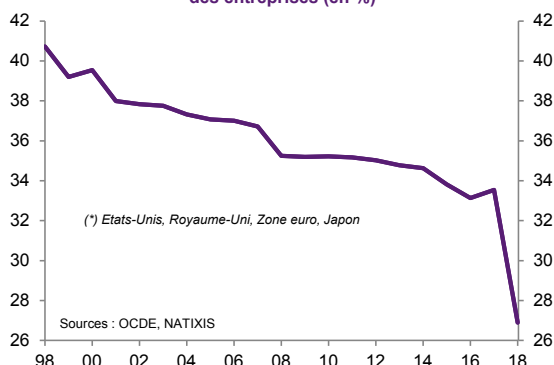
Graphique 2b
OCDE* : PIB volume et production manufacturière
(100 en 1998:1)



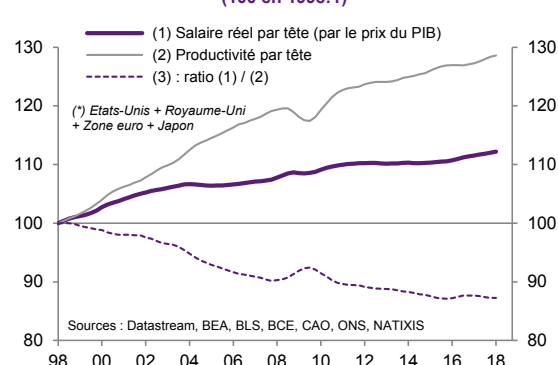
Cette concurrence prend plusieurs formes :

- **la concurrence fiscale** : le **graphique 2c** montre par exemple la baisse continue de la taxation des profits des entreprises ;
- **la concurrence salariale** ; chaque pays essayant de réduire ses coûts salariaux, il en résulte au total **la déformation du partage des revenus au détriment des salariés** (**graphique 2d**).

Graphique 2c
OCDE* : taux d'imposition des profits
des entreprises (en %)



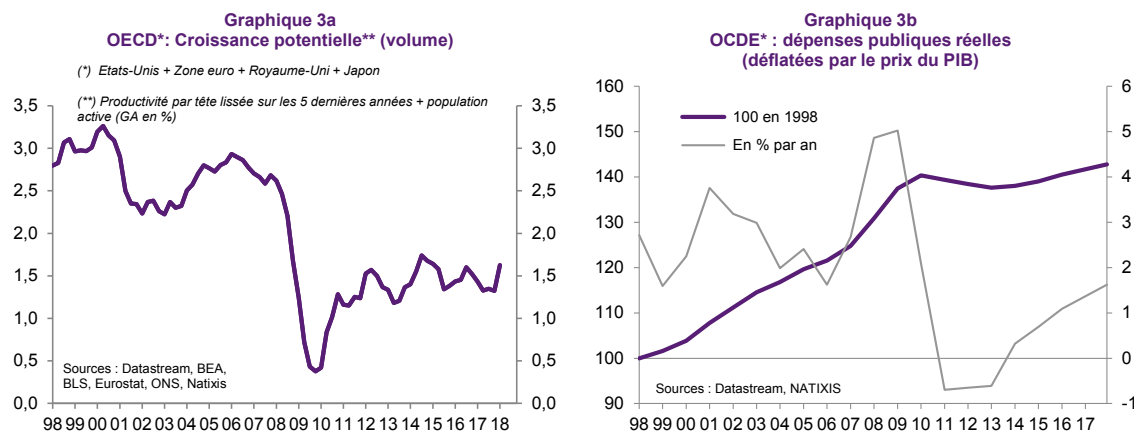
Graphique 2d
OCDE* : salaire réel par tête et productivité par tête
(100 en 1998:1)



La concurrence fiscale réduit les ressources fiscales et, à terme, réduit nécessairement les dépenses publiques ; la concurrence salariale réduit le pouvoir d'achat des salariés, le tout étant mal accepté par les opinions.

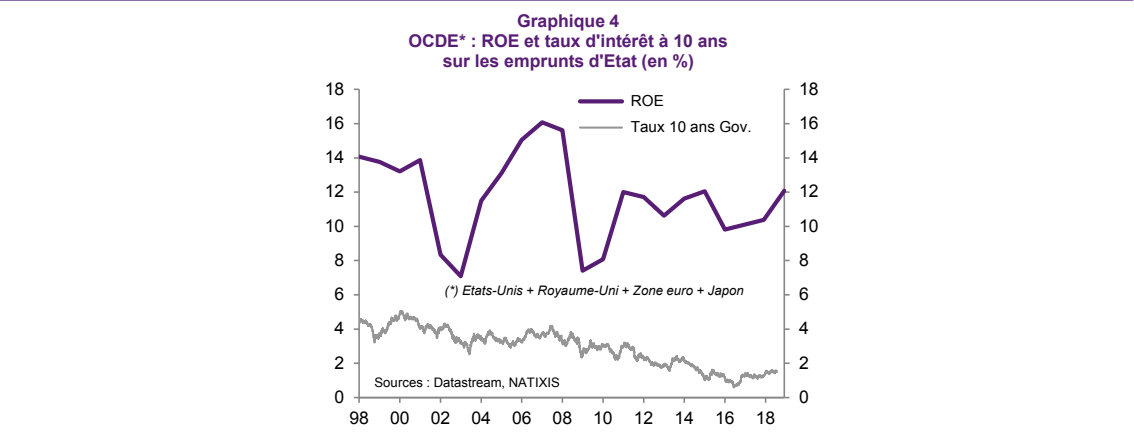
Impossibilité d'accroître les dépenses publiques

La concurrence fiscale réduit les taux d'imposition et les recettes fiscales, **la faiblesse de la croissance potentielle** (**graphique 3a**) va dans le même sens. Il va donc en résulter **l'impossibilité à partir de maintenant d'accroître les dépenses publiques** (**graphique 3b**), ce qui est aussi mal reçu par les opinions.



Exigence de rentabilité forte du capital

Le capitalisme moderne des pays de l'OCDE a une exigence de rentabilité élevée du capital (graphique 4), ce qui s'ajoute à la concurrence fiscale pour entraîner le recul de la part des salaires dans le PIB (graphique 2d plus haut).



Synthèse : on comprend le malaise social

Les salariés des pays de l'OCDE sont confrontés :

- à la désindustrialisation et à la bipolarisation du marché du travail ;
- à la baisse de la pression fiscale avec la concurrence fiscale et à la faiblesse de la croissance potentielle, qui réduisent la capacité des Etats à financer les dépenses de protection sociale ;
- à la baisse de la part des salaires dans le PIB, avec la concurrence salariale et l'exigence élevée de rentabilité du capital.

Ces évolutions contribuent inévitablement à accroître le malaise social.